



## Conseil exécutif

Cent troisième session  
Málaga (Espagne), 9-11 mai 2016  
Point 7 f) de l'ordre du jour provisoire

CE/103/7(f)  
Madrid, 1<sup>er</sup> avril 2016  
Original : anglais

### Rapport du Secrétaire général

#### Partie III : Questions administratives et statutaires

##### f) Rapport du Groupe de travail sur la révision de la procédure d'amendement des Statuts

#### I. Mise en perspective

---

1. L'Assemblée générale, aux termes de sa résolution 662(XXI), a prié le Secrétaire général de constituer un groupe de travail formé d'États membres et placé sous la responsabilité du Conseil exécutif afin d'examiner la procédure actuelle d'amendement des Statuts et de préparer par la suite le texte d'un amendement à l'article 33 des Statuts en vue de sa présentation à la prochaine session de l'Assemblée générale, pour approbation.

2. Suite à cette demande, le secrétariat, par le biais de son programme Questions juridiques et contrats, a d'abord entrepris une analyse fouillée et rigoureuse des Statuts et de la situation juridique d'autres institutions et organisations internationales avant de convoquer le Groupe de travail et d'arrêter d'un commun accord une méthodologie et un plan de travail précis à suivre pour garantir l'exécution de la tâche confiée au Groupe d'amender l'article 33.

3. Les Membres suivants ont déclaré souhaiter participer au Groupe de travail : Argentine, Costa Rica, Égypte, Espagne, Inde, Maroc, Pérou, Philippines, République démocratique du Congo et Slovaquie. Le rapporteur du Groupe de travail est le responsable du programme Questions juridiques et contrats.

#### II. Mandat et priorités du Groupe de travail

---

4. Outre l'activité susmentionnée qu'il lui a été demandé d'exécuter, le Groupe de travail s'est aussi proposé d'examiner la situation des amendements en attente afin de pouvoir formuler des recommandations.

5. Les priorités du Groupe de travail ont été les suivantes :



- a) Analyser et passer en revue la procédure d'amendement des textes constitutifs d'autres institutions des Nations Unies et organisations internationales ;
- b) Examiner toutes les possibilités et propositions d'amélioration de la procédure d'amendement des Statuts de l'OMT ;
- c) Avoir des discussions et se mettre d'accord sur la teneur d'une proposition pour examen par le Conseil exécutif ; et
- d) Commencer l'analyse des amendements en attente afin d'établir quels sont ceux qui entreraient en vigueur immédiatement une fois que le nouvel article 33 aurait pris effet et quels sont ceux qui auraient encore besoin d'être ratifiés par les deux tiers des Membres.
6. Depuis sa création, le Groupe de travail s'est réuni par deux fois en ligne et a échangé à diverses reprises, par courrier électronique, contributions, idées et avis :
- a) Le Groupe de travail a tenu sa première réunion le 5 novembre 2015. Celle-ci a permis de discuter du mandat du Groupe de travail (mission, composition et fonctions, calendrier prévu d'achèvement du travail) et d'avoir un premier échange concernant l'analyse de la situation actuelle du processus d'amendement et les possibilités d'amélioration suivant la mission confiée par l'Assemblée générale.
- b) La deuxième réunion du Groupe de travail a eu lieu le 18 décembre 2015. Le Groupe s'est surtout attaché à prendre une décision concernant la nouvelle procédure à proposer ainsi qu'à revoir, en la peaufinant, la nouvelle rédaction de l'article 33.

### III. Rédaction proposée pour l'article 33

7. La rédaction actuelle de l'article 33 (à gauche) et la reformulation proposée d'un commun accord (à droite) se lisent comme suit :

#### TEXTE ACTUEL

1. Tout projet d'amendement aux présents Statuts et à son annexe est transmis au Secrétaire général, qui le communique aux Membres effectifs six mois au moins avant qu'il soit soumis à l'examen de l'Assemblée.
2. Un amendement est adopté par l'Assemblée à la majorité des deux tiers des Membres effectifs présents et votants.
3. Un amendement entre en vigueur pour tous les Membres lorsque les deux tiers des États Membres ont notifié leur approbation de celui-ci au Gouvernement dépositaire.

#### NOUVEAU TEXTE PROPOSÉ

1. Tout projet d'amendement aux présents Statuts et à son annexe est transmis au Secrétaire général, qui le communique aux Membres effectifs six mois au moins avant qu'il soit soumis à l'examen de l'Assemblée.
2. Un amendement est voté par l'Assemblée et adopté à la majorité des deux tiers des Membres effectifs présents et votants.
3. Un amendement entre en vigueur pour tous les Membres dans les trois mois suivant son adoption par l'Assemblée, à moins que la résolution par laquelle il est adopté ne dispose que la procédure énoncée au paragraphe 4 s'applique.
4. Sans préjudice des dispositions du

paragraphe 3, tout amendement aux articles 4, 5, 6, 7, 9, 14, 23, 25, 28, 33 ou 35 des Statuts, ou aux Règles de financement, ou tout amendement entraînant des modifications fondamentales dans les buts ou dans la structure de l'Organisation ou des droits et des obligations des États membres – ainsi que l'aura déterminé l'Assemblée générale – entre en vigueur pour tous les Membres immédiatement quand les deux tiers des États membres ont notifié au Gouvernement dépositaire leur approbation dudit amendement. L'Assemblée générale peut également fixer une date limite pour la notification par les États membres de leur approbation dudit amendement.

#### **IV. Justification de la nouvelle rédaction proposée par le Groupe de travail**

##### **A. La longueur du processus d'amendement des Statuts ne permet pas à l'Organisation de s'adapter en temps opportun à ce que veulent réellement ses organes.**

8. Le processus de ratification des amendements aux Statuts et aux Règles de financement est extrêmement long : sur les dix amendements adoptés par l'Assemblée générale, un seul est entré en vigueur et il aura fallu 29 ans pour qu'il obtienne la ratification nécessaire des deux tiers des États membres.

9. La lenteur avec laquelle s'opère la ratification des amendements ne permet pas à l'Organisation de s'adapter en temps utile à la volonté des Membres. En outre, l'Organisation a dû appliquer à titre provisoire certains des amendements (comme le changement de monnaie de la peseta à l'euro) alors que c'est une pratique qui va à l'encontre des Statuts, car autrement elle n'aurait pu fonctionner.

10. D'autres institutions des Nations Unies et organisations internationales connaissent des problèmes similaires et le phénomène a retenu à plusieurs reprises l'attention des Nations Unies, même si, pour le résoudre, l'on n'a jamais pu dégager que des palliatifs. Toutefois, certaines institutions des Nations Unies telles que l'UNESCO, l'ONUDI et le FIDA ont adopté des modalités plus souples d'amendement de leur traité constitutif, particulièrement quand les changements ne créent pas de nouvelles obligations pour les Membres ou sont sans effet sur d'autres piliers essentiels de l'Organisation.

##### **B. Une solution présentant le double avantage d'offrir de la souplesse tout en garantissant la sécurité et la stabilité juridiques de l'évolution constitutionnelle de l'Organisation**

11. Après avoir pris connaissance de l'analyse, par le secrétariat, de la procédure d'amendement d'autres organisations internationales et organismes des Nations Unies, les États membres du Groupe de travail ont immédiatement opté pour le système suivi par l'UNESCO : les amendements modifiant foncièrement les buts de l'Organisation ou créant de nouvelles obligations pour les États membres sont ceux qui exigent une ratification des deux tiers. Tous les autres amendements, sauf dispositions contraires prises par l'organe directeur, entrent en vigueur immédiatement dès leur adoption.

12. Dans le cas de l'OMT, le nouvel article prévoit deux procédures : d'un côté, une procédure plus souple permettant aux amendements n'entraînant pas de modifications fondamentales dans les buts et/ou dans la structure de l'Organisation ou de nouvelles obligations pour les États membres d'entrer en vigueur immédiatement dans les trois mois suivant leur adoption par l'Assemblée (cette période de trois mois étant censée conférer au processus encore plus de certitude juridique, en ménageant du temps pour la notification des amendements par le dépositaire, pour des procédures internes comme la traduction des textes, pour l'accomplissement de formalités internes, si besoin est, par les États membres, etc.) et, de l'autre, le maintien de l'exigence de ratification des deux tiers dans le cas d'amendements entraînant des modifications fondamentales dans les buts et dans la structure de l'Organisation ou de nouvelles obligations pour les États membres.

13. Dans ce dernier cas, la rédaction proposée prévoit également la possibilité, pour l'Assemblée générale, de fixer un délai aux États membres pour procéder à la ratification, en prenant en considération à la fois la nature de l'amendement et les caractéristiques du processus de ratification (y compris les conditions politiques et sociales). Au terme de ce délai, l'amendement correspondant sera considéré comme arrivé à expiration s'il n'a pas obtenu la ratification des deux tiers.

14. Enfin, pour l'une comme pour l'autre de ces procédures, les membres du Groupe de travail ont décidé que tout amendement, pour être adopté, devrait être voté par l'Assemblée et approuvé à la majorité des deux tiers des Membres effectifs présents et votants. Les membres du Groupe de travail ont jugé qu'un vote supposait un plus fort degré d'implication pouvant assurer un engagement plus important des États membres, ce qui en faisait une procédure de prise de décision plus appropriée pour les amendements.

## **V. Amendements en attente**

---

15. Le Groupe de travail est en train d'analyser et de passer en revue les amendements en attente, afin de préparer une proposition contenant une liste de tous les amendements en attente qui prendraient effet par suite de l'entrée en vigueur de la nouvelle procédure pour les amendements (essentiellement ceux n'entraînant pas de modifications fondamentales dans les buts et dans la structure de l'Organisation ou de nouvelles obligations pour les États membres), proposition dont le Conseil exécutif sera saisi à sa cent quatrième session pour approbation et aval avant la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale de l'OMT.

16. Cependant, il est important de noter que même si l'Assemblée générale accepte la proposition du Groupe de travail et adopte la nouvelle procédure d'amendement, ce sera en soi un amendement aux Statuts qui aura encore besoin d'être ratifié par les deux tiers des États membres pour entrer en vigueur, conformément au texte actuel de l'article 33 des Statuts.

17. Le Groupe de travail estimait qu'il faudrait faire le maximum pour accélérer le processus de ratification de cet amendement particulier une fois adopté par l'Assemblée générale. D'une part, les États membres avaient besoin de recevoir plus d'indications et d'assistance de la part du secrétariat pendant le processus de ratification (ce que le secrétariat avait déjà commencé à faire, par l'entremise des programmes régionaux, depuis la dernière Assemblée générale) et, d'autre part, le Groupe de travail jugeait aussi que les États eux-mêmes devaient faire un travail de mobilisation pendant les réunions statutaires et autres.

---

**VI. Suites à donner par le Conseil exécutif**

---

18. Le Conseil exécutif est invité à :
- a) Prendre note des activités du Groupe de travail chargé de la révision de la procédure d'amendement des Statuts et des Règles de financement avec pour objectif d'amender l'article 33 des Statuts, comme énoncé dans la résolution A/RES/662(XXI) ;
  - b) Approuver la proposition faite par le Groupe de travail de modifier l'article 33 et faire sien le texte proposé avant la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale de l'OMT ;
  - c) Transmettre la présente proposition d'amendement au Secrétaire général afin de commencer à la diffuser auprès des Membres effectifs avant d'en saisir l'Assemblée pour examen, ainsi que le prescrit l'article 33.1 des Statuts ; et
  - d) Remercier le Groupe de travail pour ses travaux et l'encourager à aller de l'avant dans la mise au point de recommandations concernant les amendements en attente qui pourraient prendre effet suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle procédure d'amendement, en vue d'en saisir le Conseil exécutif à sa cent quatrième session pour approbation et l'Assemblée générale de l'OMT à sa vingt-deuxième session pour adoption.

---

**Annex I. List of amendments to the Statutes and the Financing Rules adopted by the General Assembly that have not yet come to force in accordance with Article 33 of the Statutes**


---

1. The following amendments adopted by the General Assembly since the creation of the UNWTO have not, to date, been ratified by two-thirds of the member States and thus have not entered into force in accordance with Article 33(3) of UNWTO's Statutes.

2. The amendments are presented following the chronological order of their adoption by the General Assembly. Those that are applied, by decision of the General Assembly, on a provisional basis pending their entry into force are reproduced below in italics:

**A. Amendment to Paragraph 12 of the Financing Rules adopted by the General Assembly at its third session, Torremolinos, September 1979 [resolution 61(III)] the application of which is provisional, pending its entry into force:**

*"The Members of the Organization shall pay their contribution in the first month of the financial year for which it is due. Members shall be notified of the amount of their contribution, as determined by the Assembly, six months before the beginning of financial years in which the General Assembly is held and two months before the beginning of the other financial years. However, the Council may approve justified cases of arrears due to different financial years existing in different countries."*

**B. Amendment to Paragraph 13 of the Financing Rules adopted by the General Assembly at its fourth session, Rome, September 1981 [resolution 92(IV)]:**

"(a) A Member which is one or more years in arrears in the payment of its contributions to the Organization's expenditure may not be elected to the Executive Council or hold offices within the organs of the General Assembly.

(b) A Member which is one or more years in arrears in the payment of its contributions to the Organization's expenditure and which has failed to explain the nature of the circumstances surrounding its failure to pay and to indicate the measures to be taken to settle its arrears shall pay a compensatory amount equal to two per cent of its arrears, in addition to said arrears.

(c) A Member which is in arrears in the payment of its financial contributions to the Organization's expenditure shall be deprived of the privileges enjoyed by the Members in the form of services and the right to vote in the Assembly and the Council if the amount of its arrears equals or exceeds the amount of the contributions due from it for the preceding two financial years. At the request of the Council, the Assembly may, however, permit such a Member to vote and to enjoy the services of the Organization if it is satisfied that the failure to pay is due to conditions beyond the control of the Member."

**C. Amendment to Article 37 of the Statutes adopted by the General Assembly at its fourth session, Rome, September 1981 [resolution 93(IV)] the application of which is provisional, pending its entry into force:**

*"1. These Statutes and any declarations accepting the obligations of membership shall be deposited with the Government of Spain.*

*"2. The Government of Spain shall inform all States so entitled of the receipt of the declarations referred to in paragraph 1 and of the notification in accordance with the provisions of Articles 33 and 35, and of the date of entry into force of amendments to these Statutes."*

- D. Amendment to Article 14 of the Statutes adopted by the General Assembly at its fifth session, New Delhi, October 1983 [resolution 134(V)] modified at the twelfth session, Istanbul, October 1997 [resolution 365(XII)] the application of which is provisional, pending its entry into force:**

*"1bis. The host State of the Headquarters of the Organization shall have a permanent additional seat on the Executive Council, which shall be unaffected by the procedure laid down in paragraph 1 above concerning the geographical distribution of Council seats."*

- E. Amendment to Article 15 of the Statutes adopted by the General Assembly at its seventh session, Madrid, September-October 1987 [resolution 208(VII)]:**

"1. The term of elected Members shall be four years. Election for one-half of the membership of the Council shall be held every two years.

2. The terms of office of the Members of the Council shall not be immediately renewable upon expiration unless an immediate renewed membership is essential to safeguard a fair and equitable geographical distribution. In such a case, the admissibility of the request for renewal shall be obtained from a majority of Full Members present and voting."

- F. Amendment to Paragraph 4 of the Financing Rules adopted by the General Assembly at its fourteenth session, Seoul / Osaka, 24-29 September 2001 [resolution 422(XIV)] the application of which is provisional, pending its entry into force:**

*"The budget shall be formulated in euros. The currency used for payment of contributions shall be the euro or any other currency or combination of currencies stipulated by the Assembly. This shall not preclude acceptance by the Secretary-General, the extent authorized by the Assembly, of other currencies in payment of Members' contributions."*

- G. Amendment to Article 1 of the Statutes adopted by the General Assembly at its sixteenth session, Dakar, November-December 2005 [resolution 511(XVI)]:**

"The World Tourism Organization, hereinafter referred to as "the Organization", is hereby established as an international organization of intergovernmental character. It is a specialized agency of the United Nations."

- H. Amendment to Article 4 of the Statutes adopted by the General Assembly at its sixteenth session, Dakar, November-December 2005 [resolution 511(XVI)]:**

"Membership of the Organization shall be open to:

- (a) Full Members
- (b) Associate Members"

- I. Amendment to Article 5 of the Statutes adopted by the General Assembly at its sixteenth session, Dakar, November-December 2005 [resolution 511(XVI)]:**

"1. Full membership of the Organization shall be open to all sovereign States that are members of the United Nations.

2. Such States may become Full Members of the Organization if their candidatures are approved by



the General Assembly by a majority of two-thirds of the Full Members present and voting provided that said majority is a majority of the Full Members of the Organization.

3. States that have withdrawn from the Organization in accordance with the provisions of Article 35 shall have the right to become Full Members of the Organization again, without requirement of vote, on formally declaring that they adopt the Statutes of the Organization and accept the obligations of membership.”

**J. Amendment to Article 6 of the Statutes adopted by the General Assembly at its sixteenth session, Dakar, November-December 2005 [resolution 511(XVI)]:**

“1. Territories already holding associate membership on 24 October 2003 shall maintain the status, rights and obligations belonging to them as at such date. The list of such territories is annexed to these Statutes.

2. Members enjoying the status of Affiliates, up to at the date of entry into force of the Amendments to the present Statutes adopted on 29 November 2005 shall become as of right Associate Members at that date.

3. Associate membership of the Organization shall be open to intergovernmental and non-governmental organizations, tourism bodies without political competence subordinate to territorial entities, professional and labour organizations, academic, educational, vocation training and research institutions and to commercial enterprises and associations whose activities are related to the aims of the Organization or fall within its competence. The participation of Associate Members in the work of the Organization shall be of a technical nature, with decisions and votes being the exclusive prerogative of the Full Member.

4. Such entities may become Associate Members of the Organization provided that their requests for membership are presented in writing to the Secretary-General and that the candidature is approved by the General Assembly by a majority of two-thirds of the Full Members present and voting provided that said majority is a majority of the Full Members of the Organization. Except in the cases of international organizations, the candidatures of the entities mentioned in paragraph 3 above shall be introduced by the United Nations member State on whose territory their headquarters is located.

5. The General Assembly shall abstain from considering the candidature of such entities if their headquarters is located in a territory that is the subject of a dispute, of sovereignty or other, before the United Nations, or if their activity is related to such a territory, unless no Full Member objects to the introduction of the candidature of said entity or to its admission to the Organization.”

**K. Amendment to Article 7 of the Statutes adopted by the General Assembly at its sixteenth session, Dakar, November-December 2005 [resolution 511(XVI)]:**

“1. A Committee of Associate Members shall be constituted which shall establish its own rules and submit them to the Assembly for approval by a majority of two-thirds of the Full Members present and voting provided that said majority is a majority of the Full Members of the Organization. The Committee may be represented at meetings of the Organization’s organs.

2. The Committee of Associate Members shall be composed of three boards:

(a) a board of destinations, composed of the tourism bodies, without political competence



subordinate to territorial entities;

(b) an education board composed of academic, educational, vocational training and research institutions; and

(c) a professional board composed of all the other Associate Members.

Intergovernmental and non-governmental organizations may participate in whichever board or boards correspond to their competences.”

**L. Amendment to Article 9 of the Statutes adopted by the General Assembly at its sixteenth session, Dakar, November-December 2005 [resolution 511(XVI)]:**

“1. The Assembly is the supreme organ of the Organization and shall be composed of delegates representing Full Members.

2. At each session of the Assembly each Full Member shall be represented by not more than five delegates, one of whom shall be designated by the Member as Chief Delegate.

3. Associate Members as of 24 October 2003, the list of which is annexed to the present Statutes, shall be represented by not more than five delegates, one of whom shall be designated as Chief Delegate. These delegates may participate, without the right to vote, in the work of the Assembly. They shall have the right to speak but may not participate in decision-making.

4. The Committee of Associate Members may designate three spokespersons, one representing the board of destinations, one representing the professional board and the other representing the education board, who shall participate in the work of the Assembly, without the right to vote. Each Associate Member may designate one observer, who may attend the deliberations of the Assembly.”

**M. Amendment to Article 14 of the Statutes adopted by the General Assembly at its sixteenth session, Dakar, November-December 2005 [resolution 511(XVI)]:**

“1. The Council shall consist of Full Members elected by the Assembly in the ratio of one Member for every five Full Members, in accordance with the Rules of Procedure laid down by the Assembly, with a view to achieving a fair and equitable geographical distribution.

2. Associate Members as of 24 October 2003 may have a spokesperson who may participate, without the right to vote, in the work of the Council. Such spokesperson may not participate in decision-making.

3. The three spokespersons of the Committee of Associate Members may participate, without the right to vote, in the work of the Council. Such spokespersons may not participate in decision-making.”

**N. Amendment to Paragraph 14 of the Financing Rules adopted by the General Assembly at its sixteenth session, Dakar, October-December 2005 [resolution 511(XVI)]:**

“In calculating the assessments of Associate Members, account shall be taken of the different bases of their membership and the limited rights they enjoy within the Organization.”

**O. Amendment to Article 22 of the Statutes adopted by the General Assembly at its sixteenth session, Dakar, November-December 2005 [resolution 512(XVI)]:**

"The Secretary-General shall be appointed by a two-thirds majority of Full Members present and voting in the Assembly, on the recommendation of the Council, for a term of four years. His appointment shall be renewable only once."

**P. Amendment to Article 38 of the Statutes adopted by the General Assembly at its seventeenth session, Cartagena de Indias, November 2007 [resolution 521(XVII)]:**

"The official languages of the Organization shall be Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish."

**Annex II. List of adopted amendments to the Statutes and the Financing Rules that have not yet come to force and number of ratifications received to date**

Resolution	Date of Adoption	Article	Ratified By	Pending	In force
A/RES/61 (III)	September 1979	Paragraph 12 Financing Rules	95	9	Provisional Application
A/RES/92 (IV)	25 September 1981	Paragraph 13 Financing Rules	83	21	No
A/RES/93 (IV)	25 September 1981	Article 37 Statutes	87	17	Provisional Application
A/RES/134 (V)	14 October 1983	Article 14 Statutes	99	5	Provisional Application
A/RES/208 (VII)	1 October 1987	Article 15 Statutes	68	36	No
A/RES/422 (XIV)	29 September 2001	Paragraph 4 Financing Rules	43	61	Provisional Application
A/RES/511 (XVI)	2 December 2005	Article 1 Statutes	17	87	No
		Article 4 Statutes			
		Article 5 Statutes			
		Article 6 Statutes			
		Article 7 Statutes			
		Article 9 Statutes			
		Article 14 Statutes			
A/RES/512 (XVI)		Article 22 Statutes	18	86	No
A/RES/521 (XVII)	29 November 2007	Article 38 Statutes	56	48	No